



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

## **World Rainforest Movement - Bulletin Mensuel - Numéro 163 - Février 2011**

### **NOTRE OPINION**

- **La certification, définitivement, n'est pas le chemin**

### **LE FSC CONTINUE DE CERTIFIER CONTRE VENTS ET MARÉE**

- **FSC et Veracel Celulose: labellisation peu fiable et non indépendante**
- **Chili: monoculture d'arbres en territoires mapuches, avec la certification FSC ?**

### **DÉFINIR LES FORÊTS**

- **Disons-le en toutes les langues**

### **ARTICLES NON DISPONIBLES EN FRANÇAIS**

- **Brasil: O caso da Plantar - o FSC servindo para vender créditos de carbono**
- **South Africa: The killing of Baboon in FSC-certified timber plantations**
- **India: POSCO project approved but the struggle continues**
- **The world is watching as the Indonesia-Norway REDD deal stalls**
- **APP and Cartiere Pigna try to intimidate social denounces in Italy of deforestation in Indonesia**
- **Los pueblos indígenas aislados de la Amazonía deben vivir!**

### **NOTRE OPINION**

- **La certification, définitivement, n'est pas le chemin**

Cela fait bien des années que le WRM dénonce comme inacceptable le fait de certifier des plantations industrielles d'arbres. La cible principale a été le FSC, car il se présente au monde comme le label le plus sûr et le plus respecté qui existe pour les produits dérivés du bois, et s'enorgueillit même de compter parmi ses membres plusieurs organisations non gouvernementales.

Le FSC a déjà accordé son label à des millions d'hectares de plantations d'arbres, et continue de le faire. Un exemple en est la certification, prévue pour février/mars de cette année, de *Chikweti Forests of Niassa*, une entreprise qui a posé beaucoup

de problèmes aux communautés paysannes de la province de Nyassa, dans le Nord du Mozambique (voir <http://www.wrm.org.uy/bulletinfr/161/vue.html>).

Généralement, les communautés directement affectées affirment à l'unanimité qu'il est impossible de certifier les plantations d'arbres à grande échelle. Cela fait déjà bien longtemps qu'elles souffrent dans leur chair des dégâts et de la destruction que provoquent ces plantations. Quelques-unes de ces communautés ont pu en parler dans un film récent de deux journalistes belges, qui concerne la labellisation FSC de Veracel Celulose (voir plus de détails dans l'article sur Veracel et le FSC dans le présent bulletin). D'autres communautés lésées, comme les Mapuches du Chili, disent dans ce bulletin que le problème fondamental est que les entreprises certifiées ne veulent pas modifier leur « modèle » de production, basé sur « *la grande échelle, la monoculture expansive et excluante* ».

Cependant, la question de la certification de plantations d'arbres continue à diviser activistes, ONG et consommateurs dans les pays industrialisés qui consomment la plus grande partie des produits en papier. Beaucoup disent reconnaître qu'il y a un problème, mais que le FSC est encore la meilleure option, qu'au moins certaines choses vont un petit peu mieux dans une entreprise certifiée. Mais cela veut-il dire que ce soit là réellement le chemin à suivre ?

Il est bon de rappeler comment surgit l'idée de la certification. Pour cela, nous devons retourner aux années 80 en Europe, quand la question de l'environnement apparut comme un thème politique important. Lors de cette décennie, des ONG européennes organisèrent de grandes actions de boycott du bois tropical, qu'elles encourageaient à ne pas consommer. Une analyse avait démontré que la consommation de ce type de bois était en train de provoquer la destruction des forêts du monde. Ce fut une époque qui rendit bien clair aussi que l'exploitation des ressources naturelles dans les pays du Sud pour alimenter le Nord et son modèle de production et de consommation était en train de causer des dégâts irréversibles, comme le réchauffement mondial, un phénomène qui touchera tout le monde, mais surtout les plus pauvres.

Un résultat de la préoccupation mondiale quant à l'environnement fut la Conférence organisée à Rio de Janeiro en 1992, qui avait pour but de discuter comment amener le monde à une production « durable ». A partir de là, les entreprises, au lieu d'assumer leur responsabilité et de transformer radicalement leur méthode de production, commencèrent à proposer un développement durable à leur manière. Les problèmes détectés furent, presque miraculeusement, transformés en « opportunités » pour un nouveau cycle de croissance, « durable » cette fois-ci. Pour les entreprises qui pratiquent la monoculture à grande échelle, la certification était une solution parfaite, car elle leur permettrait de définir leurs activités comme « durables », de valoriser leurs produits et de calmer les consommateurs préoccupés par le problème environnemental de la planète, sans affecter leurs plans d'expansion ni, surtout, leurs bénéfices. Au contraire, la labellisation apportait une plus-value à leurs produits.

Les gouvernements et une partie des ONG donnèrent leur aval à ce « message positif » qui affirmait qu'il était possible de « moderniser écologiquement » le mode de production. Des systèmes de certification apparurent pour les dérivés du bois

(FSC) et aussi, au fil des ans, pour les dérivés d'autres produits, comme la Table Ronde pour la production durable d'huile de palme (*Round Table for Sustainable Oil Palm Production*) et le Soja durable.

La labellisation gagnant de la force, reprit aussi vigueur dans l'imaginaire des consommateurs l'idée que dès lors nous pouvons consommer, à condition que ce soit quelque chose de « durable », de « certifié »! Les boycotts n'étaient plus de mise.

Mais, à mesure qu'augmentait le nombre des plantations industrielles certifiées, les critiques commencèrent à se multiplier. Il est intéressant de noter que ces critiques ne proviennent pas seulement du Sud, mais aussi du Nord. Plusieurs ONG ont déjà abandonné le FSC, comme Robin Hood en Allemagne.

Une étude récemment publiée par la Commission Européenne (<http://ec.europa.eu/environment/integration/research/newsalert/pdf/226na6.pdf>) affirme même que le FSC ne réduit pas forcément la tendance au déboisement, comme le prétend un argument très prisé des défenseurs du label.

Et dernièrement, un projet pour les jeunes d'organisations belges et finlandaises, appelé « Mouvement Juste » (*Fair Move*), a choisi la question des labels et des certifications comme sujet de débat et de réflexion. Ils voulaient savoir si les labels qui existent sur le marché, comme le FSC, sont réellement dignes de confiance. Quelle bonne chose que ce soit justement les jeunes qui mettent en question un sceau qui, depuis plus de 10 ans, garantit la « durabilité » !

D'autres labels, par exemple celui du soja « durable », sont aussi l'objet de critiques. La lettre récemment publiée dans un quotidien belge, adressée par un groupe de militants d'organisations belges à des ONG néerlandaises qui participent à la *Table Ronde pour le soja responsable (RTRS)*, en est un exemple. Le groupe dit dans cette lettre que « *un label de la RTRS pour de grandes quantités de soja ne fait rien d'important en faveur de l'être humain ou de l'environnement. Il trompe le consommateur qui achète des produits certifiés, en Belgique aussi. Et il offre un maquillage vert à des entreprises comme Monsanto, Cargill et Unilever* ».

Les critiques faites aux systèmes de certification comme le FSC font reprendre le débat sur un thème qui était passé au second plan avec la pratique de la labellisation : le modèle de consommation excessive. Il y a nécessité urgente de réduire la consommation de papier et d'encourager le recyclage et la production régionale à des échelles moindres, avec une plus grande diversité d'arbres et davantage de bénéfices pour les communautés locales.

Le FSC ne remet pas en question la nécessité, pour le bien-être des personnes, des innombrables produits jetables qui sont le fruit d'une plantation certifiée. Et encore moins remet-il en cause l'entreprise certifiée dont l'intérêt principal est d'augmenter ses ventes et ses bénéfices. Plus de la moitié du papier consommé dans le monde est jetable, c'est-à-dire peu durable et très douteux en termes d'amélioration de la qualité de vie. En outre, l'universalisation du modèle occidental de consommation est impossible, avec ou sans certification. Cependant, les entreprises continuent à pousser à la consommation, en présentant même de

nouveaux produits, maintenant qualifiés de « durables », comme si le monde n'avait à affronter aucun problème grave, par exemple le réchauffement mondial. Pour aggraver encore les choses, le FSC a aussi certifié des plantations destinées à emmagasiner du carbone, agissant de connivence avec les inventeurs de fausses solutions pour faire face au réchauffement global, comme le commente l'article sur l'entreprise Plantar publié dans ce bulletin.

Pour terminer, et c'est le motif qui nous conduit à consacrer quelques articles de ce bulletin au thème de la labellisation, la première tâche qui nous incombe est d'alerter le lecteur et de motiver les ONG et les consommateurs en général à prendre position par rapport à ce sujet. Il est nécessaire d'évaluer de façon critique ce que la certification a en fait apporté au cours des ans : un affaiblissement des luttes des communautés locales pour leurs droits et leurs ressources naturelles, et un renforcement des entreprises qui stimulent précisément la consommation excessive car, à son tour, elle grossit leurs bénéfices. Il faut suivre d'autres chemins que celui de la certification.

[index](#)

---

## **LE FSC CONTINUE DE CERTIFIER CONTRE VENTS ET MARÉE**

Dans le système de certification de projets, tout peut finir par recevoir un « label vert », pour peu que certaines formalités soient respectées.

Néanmoins, l'essence, les caractéristiques principales de certains projets destructeurs ne sont jamais mises en question. Dans le cas des plantations d'arbres, ces caractéristiques sont les grandes dimensions, l'expansion permanente, la monoculture accompagnée de l'emploi de produits chimiques dangereux, et ainsi de suite. Il en découle un système qui mène à la destruction, à l'extinction de la diversité biologique, à l'exclusion et la marginalisation de populations, à l'altération du climat.

C'est pourquoi nous devons nous poser sans cesse la même question : qu'est-ce que la certification a apporté ? Dans le cas des plantations industrielles d'arbres, notre réponse est qu'elle a contribué à fortifier les entreprises qui poussent à la consommation excessive, quelles qu'en soient les séquelles, afin de maximiser leurs bénéfices. En outre, la certification conspire contre les efforts des communautés locales qui luttent pour défendre leurs droits et leurs ressources naturelles en s'opposant à l'avancée de ces grandes entreprises et de leurs « labels verts ».

Dans le système de certification du bois, le FSC a joué un rôle-clé dans l'expansion de la monoculture d'arbres sur des millions d'hectares dans le monde entier.

Il est devenu indispensable que cela soit absolument clair.

### **– FSC et Veracel Cellulose: labellisation peu fiable et non indépendante**

En 2007, l'entreprise SGS a lancé le processus de certification de Veracel Cellulose S.A. à Bahía, Brésil, en suivant les principes et les critères du FSC. Veracel est une entreprise qui appartient à la transnationale suédo-finlandaise Stora-Enso et à Fibria (ex-Aracruz). Elle a en son pouvoir quelque 100 000 hectares plantés d'eucalyptus qui produisent de la cellulose pour l'exportation, dans une surface totale de plus de 200 000 hectares. Elle est en train de doubler son usine et ses plantations.

À partir de 2004, le FSC avait commencé à réviser sa certification des plantations industrielles d'arbres, une pratique très critiquée par des mouvements et des ONG, y compris le WRM. Et ceci parce que ces plantations ont des conséquences très négatives, comme le disent depuis bien des années les communautés voisines de ces plantations, des études et des observations réalisées dans tous les pays où existe ce type de plantations. Pour cette raison, le label demandé en 2007 par Veracel, une grande entreprise dans ce secteur d'activité, fut perçu par ces mouvements et ces ONG comme un test, qui permettrait de savoir si le FSC avait changé sa méthode.

Or, le FSC n'avait pas changé. En 2008, la SGS accorda à Veracel le label FSC, ignorant diverses manifestations et protestations de mouvements sociaux et d'ONG de Bahía, du Brésil et du monde entier, avant, pendant et après cette décision. Le motif des protestations et des manifestations est que Veracel viole les principes et les critères du FSC [1]. Mais, en agissant à travers l'entreprise de certification, qui d'après le FSC est une organisation « indépendante », Veracel reçut le label et parvint, depuis 2008, à exporter des millions de tonnes de cellulose, avec l'aval du FSC.

En 2010, deux journalistes belges, Léopold Broers et An-Katrien Lecluyse, eurent l'idée de réaliser un travail de terrain pendant trois mois, dans les zones qui entourent Veracel. L'objectif était de vérifier si oui ou non l'entreprise méritait le label FSC. Contrairement à l'habitude qu'ont la SGS et de nombreux journalistes de travailler seulement quelques jours sur le terrain, ces deux journalistes passèrent plusieurs mois à visiter les communautés, à discuter avec les habitants, et aussi à entendre l'entreprise.

Le résultat de ce travail en profondeur fut un article paru dans la revue socio-écologique belge MO-Magazine, et un documentaire de 40 minutes qui fut présenté en première en janvier de cette année, dans la ville belge de Gand. Deux cent cinquante personnes assistèrent à l'événement. La projection du film fut suivie d'un débat, avec la participation du FSC et de WWF-Belgique, entre autres.

Aussi bien l'article que le film représentèrent une grande contribution pour les communautés et les mouvements sociaux qui résistent ou qui luttent contre le pouvoir de Veracel et les conséquences de son activité. Des représentants de ces communautés et de ces mouvements sociaux ont eu droit à la parole, dans le film et dans l'article, contrairement à la façon dont ils sont normalement traités par les autorités, y compris par la SGS, organe certificateur du FSC. Grâce au travail de ces deux journalistes, ils réussirent à se faire entendre en Europe. Et ils adressèrent un message très clair aux consommateurs : on les trompe.

Ce qui, durant le débat, attira l'attention des personnes présentes fut que les représentants qui prirent la défense du FSC parlèrent de l'indépendance de l'entreprise de certification, en l'occurrence la SGS, et de la confiance qu'on pouvait lui accorder, alors que le film avait montré clairement que ce certificat était très loin de mériter confiance, vu la gravité des choses qui y étaient dénoncées. Il est par conséquent difficile de considérer que la SGS est une entreprise « indépendante », quand on sait, en outre, que c'est Veracel elle-même qui choisit l'entreprise de certification. C'est-à-dire que Veracel a payé la SGS pour ce service.

Le manque d'indépendance de la SGS se fit encore plus évident après la protestation officielle présentée au FSC par les journalistes sur la base des plaintes relevées par eux. Comme réponse à cette protestation, le FSC fit un audit du travail de SGS. Le résultat fut publié au mois de janvier, curieusement en même temps qu'était projeté le film des journalistes. La recommandation de cet audit du FSC est de suspendre l'accréditation de la SGS à réaliser des certifications au Brésil pour le FSC, vu que sa façon d'agir a été jugée « non satisfaisante ».

Malgré ce résultat positif pour les communautés et les mouvements touchés, plusieurs questions restent en suspens : Veracel continuera-t-elle à bénéficier du label FSC ? Et pourquoi n'est-ce que maintenant (alors que Veracel jouit du label depuis près de trois ans), que le secteur audit du FSC décide de déclarer que la SGS n'a pas fait son travail correctement, laissant ainsi supposer qu'elle ne respecte pas vraiment les principes et les critères du FSC ? Fallait-il vraiment un article, un film et une réclamation en Europe pour que cela se produise ? Pendant combien de temps encore le FSC va-t-il permettre que des entreprises comme la SGS se chargent des évaluations nécessaires à la certification, et qui pis est, en étant payées par l'entreprise candidate au label ? Et qu'entend faire le FSC dans d'autres cas de zones certifiées où les communautés n'ont aucune possibilité de se faire entendre au plan international ?

Au vu de tout cela, la conclusion est que le FSC doit retirer le label de Veracel et de toutes les autres plantations industrielles d'arbres qu'il a certifiées. Sans cela, rien ne le distinguera des autres systèmes de certification de la « durabilité », et il deviendra évident pour le monde entier que son label est encore une forme de « maquillage vert », indigne de toute confiance.

[1] [http://www.wrm.org.uy/actores/FSC/Veracel\\_Certidao\\_Obito.html](http://www.wrm.org.uy/actores/FSC/Veracel_Certidao_Obito.html).

## – Chili: monoculture d'arbres en territoires mapuches, avec la certification FSC ?

Depuis 1974, les plantations industrielles d'arbres se sont étendues au Chili, en se concentrant principalement dans les régions de Bío-Bío et de l'Araucanie, quoique présentes aussi dans les régions de Maule, Los Ríos et Los Lagos.

Le décret-loi 701, promulgué par la dictature militaire de Pinochet et toujours en vigueur, a offert des subsides de l'État aux entreprises privées comme manière d'encourager l'industrie forestière. De grandes étendues de terres et de plantations étatiques passèrent aux mains de puissants groupes économiques privés comme Matte et Angelini, et les progrès accomplis par la réforme agraire en matière de distribution de terres furent désarticulés. Sur les 10 millions d'hectares expropriés, 3 millions furent vendus à bas prix et à des conditions très favorables [1]. Les entreprises obtinrent le financement de jusqu'à 75 % des coûts de plantation de pins et d'eucalyptus en territoire mapuche pendant 37 ans.

Depuis lors, les exportations de bois ont été une haute priorité pour les gouvernements chiliens successifs, qui ont continué à appuyer et à encourager l'afforestation. Cette forte expansion s'est produite en portant atteinte, d'une part, aux sols agricoles et, d'autre part, au territoire historique du peuple mapuche, support matériel et spirituel de leur existence.

Durant toute cette période les conflits territoriaux entre communautés mapuches et entreprises forestières, principalement avec Forestal Mininco et les entreprises que regroupe Bosques Arauco, ont été constants. Comme le dit Alfredo Seguel, du groupe mapuche Konapewman [2], « pour les organisations mapuches, le conflit avec les entreprises forestières n'est pas seulement une dispute pour des terres ». La commission forestière de coordination des organisations et des identités territoriales signale que « le conflit territorial avec les entreprises forestières est un combat pour la survie, pour les droits, la dignité, la reconnaissance et la possibilité d'un développement autonome. Pour la commission, freiner l'expansion forestière c'est, en plus, tenter d'empêcher que cette activité continue à répandre la pauvreté, à endommager l'environnement et à détériorer culturellement le peuple mapuche et de vastes secteurs sociaux ».

Le solde a été une longue liste de Mapuches blessés, morts, harcelés, arrêtés, jugés et condamnés avec la plus grande rigueur par les tribunaux civils et les Procureurs militaires, y compris grâce à des lois issues de la dictature militaire et qui continuent à être appliquées, pour leur participation à des mobilisations en zones urbaines et rurales organisées dans le but de récupérer leurs terres et de freiner l'expansion des entreprises forestières.

D'un autre côté, comme le dénonce le récent Rapport national de la Surveillance forestière indépendante des bassins hydrographiques pourvoyeurs d'eau de la XIVe Région de Los Ríos [3], « la multiplication des cas de migration de populations rurales vers les villes est une conséquence du nouveau régime de propriété dans le secteur rural, un phénomène dont l'expansion des plantations forestières est un facteur significatif » est toujours d'actualité.

Toujours en vigueur aussi est le problème de la raréfaction croissante de l'eau dans

les secteurs ruraux du centre du Chili, où « les grandes surfaces de plantations forestières et les méthodes de récolte utilisées altèrent la régularité du débit et la qualité de l'eau, de sorte que les décisions des entreprises forestières concernant les territoires où elles possèdent leur patrimoine lèse tous les habitants », et tout spécialement le peuple mapuche qui « habite ces territoires depuis des temps immémoriaux et qui, jusqu'à l'invasion européenne, sut maintenir une relation harmonieuse avec l'eau et la terre ».

Les entreprises ne prennent pas en considération les effets qu'aura la forte consommation d'eau par les espèces à croissance rapide dans des zones où l'eau est rare, ce qui, entre autres choses, empêche d'utiliser l'eau pour d'autres types de production. Les politiques de l'Etat qui favorisent l'afforestation ne s'en préoccupent pas non plus.

Le manque d'eau qui accompagne les plantations d'espèces exotiques à haut rendement a aggravé la situation des communautés mapuches qui, pour cette raison parmi d'autres, en 2006 déjà, organisèrent une grande marche contre l'expansion forestière en Araucanie. L'Association Ñancuichew de Lumaco, en union avec les communautés mapuches de Lumaco, Purén, Los Sauces, Traiguén, Vistoria et Ercilla, avaient dit alors que le manque d'eau qu'elles avaient constaté était dû « à la présence de plantations privées de pins et d'eucalyptus sur leur territoire, entre autres problèmes », et avaient qualifié de « terrorisme environnemental » l'action des entreprises forestières. [4]

Récemment, le maire de la commune d'Antuco, dans la province de Bío-Bío, a rendu les monocultures de pins et d'eucalyptus responsables de l'aggravation de la sécheresse qui frappe les secteurs agricoles de la région. Le chef de la commune considère que « l'afforestation intensive est en train d'en finir avec les sources d'eau dans le monde rural, ce qui s'intensifie pendant la saison estivale dans la zone de la précordillère ». [5]

Malgré les dommages constatés, causés par la méthode de production industrielle et intensive d'arbres, les groupes forestiers tâchent d'obtenir pour leurs plantations le « label vert » de l'organisme certificateur FSC. Lors d'un récent parcours à travers les communes de l'Araucanie (Nueva Imperial, Chol Chol, Galvarino, Traiguén, Lumaco, Los Sauces, Purén, Angol et Renaico), Claudio Donoso Hiriart, en communication directe, parle de la « dévastation et de la désolation » que laissent les plantations de pins et d'eucalyptus qui « ont pris la place de la forêt originelle et de sols agricoles d'excellente qualité, et [qui] épuisent l'eau et le sol ». Il raconte que « la commune la plus impressionnante est Lumaco, où les plantations occupent 52,5 % de la superficie de cette commune qui est la plus pauvre de la région (Mininco y est le principal propriétaire de terres) », et que dans une plantation d'eucalyptus sur un sol apte à l'agriculture était placée une pancarte qui en indiquait la certification par le FSC.

L'entreprise forestière Forestal Mininco essaie maintenant d'obtenir du FSC la certification de ses plantations dans les régions d'El Maule, Bío-Bío, Los Ríos et Los Lagos en Araucanie, sur une surface totale de 666 581 hectares.

En réponse, au mois de janvier dernier à Temuco, des organisations et des communautés du peuple mapuche, fédérées dans le Wallmapu Futa Trawun, une



instance autonome et auto-convoquée, intégrée par des autorités ancestrales des communautés, des dirigeants d'organisations, des militants, des jeunes et des foyers d'étudiants de divers points du peuple-nation mapuche, se sont adressées à l'opinion publique nationale et internationale pour déclarer :

« Aujourd'hui, 25 janvier, nous nous sommes réunis avec le chef de la commission certificatrice nord-américaine (FSC) Smartwood, Monsieur Freddy Peña, qui est en train de recueillir de l'information et des antécédents pour certifier la production de bois de l'entreprise Forestal Mininco.

Ce label est très important pour que l'entreprise puisse vendre ses produits sur des marchés vitaux pour elle, principalement ceux d'Europe, d'Asie et des États-Unis. L'entreprise doit remplir une série de conditions concernant la protection de l'environnement, le bon voisinage avec les communautés, le respect des lois, des conventions et de la culture des peuples indigènes ; elle ne doit pas limiter, directement ou indirectement, leurs ressources et leurs droits de propriété, elle doit respecter les lieux sacrés et les savoirs traditionnels, compenser les dégâts causés, offrir aux communautés proches des possibilités d'emploi et de formation professionnelle, respecter les lois du travail selon les conventions de l'O.I.T., etc.

Les participants Lonko, Machi et Werken, dirigeants et militants mapuches des divers territoires, manifestons à cette commission d'enquête notre profonde préoccupation, à cause des dégâts qu'a causés ladite entreprise sur nos territoires, du génocide culturel et environnemental et de la criminalisation de nos doléances sociales qu'elle a instaurés contre notre nation, avec toute la douleur que cela a apporté à des milliers de nos familles. En même temps, nous lui avons remis un dossier d'antécédents élaboré par notre direction et par des professionnels qui rapportent tout l'impact environnemental, culturel, social, et économique, la criminalisation, les procès, les emprisonnements, les assassinats de militants qui luttent pour la revendication territoriale, toutes choses dont est responsable l'entreprise Forestal Mininco ».

Le Wallmapu Futa Trawun affirme que l'on ne doit pas accorder le certificat à « [l']entreprise déprédatrice, Forestal Mininco », et appelle les diverses communautés mapuches à « être vigilantes et informées des événements qui ont trait au droit propre et coutumier de notre nation mapuche, et des tentatives de ces entreprises qui détruisent notre territoire, notre Itroflimongén, et toutes les formes de vie que notre nation a défendues et dont elle a pris soin au cours des milliers d'années de notre histoire ». [6]

Les entreprises forestières essaieront peut-être d'améliorer leur manière de conduire leur affaire, mais elles n'ont pas l'intention de changer leur système d'exploitation : à grande échelle, en régime de monoculture, expansif et excluant. Ceci n'est pas certifiable et apparaît incompatible avec une politique de durabilité territoriale des communautés mapuches de l'Araucanie.

1. "Modelo forestal chileno y Movimiento autónomo Mapuche: Las posiciones irreconciliables de un conflicto territorial", Alfredo Seguel, 2005, [http://www.wrm.org.uy/paises/Chile/modelo\\_forestal\\_chileno.html](http://www.wrm.org.uy/paises/Chile/modelo_forestal_chileno.html).
2. "Conflicto público de tierras y Recursos naturales": Expansión forestal y

- territorialidad Mapuche (Chile), Alfredo Seguel, Agrupación Mapuche Konapewman, <http://www.mapuche.nl/doc/seguel0906.pdf>.
3. "Gran marcha mapuche en contra de expansión forestal en La Araucanía", Aldea Comunicaciones, <http://www.olca.cl/oca/chile/region08/forestales01.htm>.
  4. "Informe Nacional, Monitoreo Forestal Independiente en Cuencas Hidrográficas Abastecedoras de Agua de la XIV Región de Los Ríos"; ONG-Forestales por el Bosque Nativo.
  5. "Antuco: Alcalde considera que plantaciones de pino y eucaliptos agudizan la sequía", Bío-Bío La Radio, <http://www.radiobiobio.cl/2011/02/01/antuco-alcalde-considera-que-plantaciones-de-pino-y-eucaliptos-agudizan-la-sequia/>
  6. "Declaración de Futa Xawun Mapuche por certificación de Forestal Mininco", communiqué de presse national et international, <http://www.observatorio.cl/node/1326>.

[index](#)

---

## DÉFINIR LES FORÊTS

### - Disons-le en toutes les langues

Dans le premier bulletin de l'année et à l'occasion de l'Année internationale des forêts, nous vous avons fait part de l'idée de définir la forêt à partir de sa véritable signification : un écosystème divers, base de sustentation de formes de vie et de moyens d'existence, riche en couleurs, en textures, en sons et en arômes.

Nous ne recherchons pas une définition encyclopédique, rigide, définitive. Nous aspirons à construire collectivement une mosaïque de significations, d'expériences et de rêves, d'images, de poèmes, de chansons et même de craintes concernant la forêt. « Si les forêts disparaissent un jour, là oui, nous connaissons le véritable enfer sur terre », nous a écrit un ami chilien du WRM.

Nous avons ajouté une animation à notre page web (<http://www.wrm.org.uy/bosques.html>) qui illustre ce que la forêt n'est pas. Elle servira peut-être d'inspiration. Nous souhaitons la diffuser et élargir sa portée en la traduisant dans toutes les langues possibles. Pour ce faire, nous comptons sur vous.

Comment dit-on cela en guarani, en mandarin, en quechua, en japonais, en russe, en arabe, en allemand, en hindi, en thaï, en catalan, en aymara, en basque, en malais, en swahili, en indonésien, en... ? Envoyez-nous la traduction à l'adresse [wrm@wrm.org.uy](mailto:wrm@wrm.org.uy) !

[index](#)

---

